

## Co-construction de la Stratégie Good Food 2.0

### Focus group « stratégie foncière pour l'agriculture urbaine professionnelle pleine terre à Bruxelles » - PV

Lieu : réunions en vidéo-conférence Teams

Dates : trois réunions passées : mercredi 10 mars 2021 (10h - 12h); jeudi 22 avril 2021 (14h-16h); mercredi 6 mai 2021 (10h-12h). Deux réunions à venir : 03 juin (10h-12h) ; mercredi 23 juin (11h-13h).

Participants :

#### Pouvoirs publics

- Représentants des administrations bruxelloises porteuses de la stratégie :
  - Bruxelles Economie et Emploi (BEE) : Sabine SOLVYNS
  - Bruxelles Environnement (BE) : Catherine FIERENS ; Jan PILLE
- Acteurs locaux :
  - Commune d'Anderlecht/BoerenBruxselPaysans (BBP): Marie-Hélène STEURS

#### Accompagnateurs en agricultures urbaines

- Terre-en-vue (TEV) /BBP/Facilitateur en agricultures urbaines (FAU) : Maarten ROELS ; Antoine GERARD
- Début des Haricots /BBP/ Espace Test Agricole: Gabriele ANNICCHIARICO
- Centre d'études et de recherches urbaines (ERU)/FAU : Catherine DE ZUTTERE
- Fédération des professionnel-le-s de l'Agriculture Urbaine (FédéAU) : Gaëtane CHARLIER ; Jonathan PEUCH

#### Académiques

- Agroecology lab ULB : Francisco DAVILA

## 0. Supports utilisés pour l'atelier :

Dernier support en date du 31/05/21 : [https://miro.com/app/board/o9J\\_ID6BRZY=/](https://miro.com/app/board/o9J_ID6BRZY=/)

### 1. Mise à niveau

Le développement d'une politique foncière agricole bruxelloise (et espaces de production hors sol) a été jugé comme un des chantiers prioritaires du volet agricole de la Stratégie Good Food 2.0.

2021 est l'année de co-construction de cette nouvelle stratégie. Dans ce cadre-là, Bruxelles Economie et Emploi a souhaité organiser des rencontres pour discuter d'une politique foncière agricole bruxelloise (et espaces de production hors sol) afin d'être en capacité d'entamer des actions, dans un cadre clair, dès le lancement de la Stratégie 2.0 en 2022.

Trois étapes sont prévues :

1. En groupes restreints d'experts (focus group) : créer une vision stratégique ; définir les freins à l'accès à la terre/aux espaces de production ; définir les outils/actions nécessaires à mettre en place; fixer des objectifs stratégiques et opérationnels ;
2. Appropriation de la stratégie par les administrations et le cabinet ;
3. Organisation d'un GT avec davantage de participants pour avoir une stratégie appropriée par tous les acteurs régionaux pertinents.

Il y a deux focus group (FG) : un sur l'agriculture urbaine (AU) professionnelle pleine terre (PT) et un sur l'AU pro hors sol.

Nous traitons ici uniquement du FG sur l'AU professionnelle PT.

Le scope du FG PT a évolué au fur et à mesure des réunions. Au départ les participants souhaitaient répondre aux questions ci-contre afin de produire une vision de l'agriculture urbaine bruxelloise : que produire ? qui produit ? pour qui produire ? que produire ? comment produire ? où produire ? Les participants se sont donc penchés sur ces questions lors de la première réunion du 10 mars.

Cependant, dès la deuxième réunion du 22 avril, il a été décidé de recentrer les questions sur le foncier. Il a été décidé que les questions 'que produire ?', 'qui produit ?', 'pour qui produire ?', 'comment produire ?' seraient plutôt discutées dans le GT vision agroécologique. Le contenu de la réunion du 10 mars sera donc capitalisé dans le GT agroécologique. Ainsi, il a été décidé de se pencher sur ces nouvelles questions pour la suite des réunions :

- Pourquoi une stratégie foncière agricole bruxelloise?
- Où produire à Bruxelles ?
- Quels freins à l'accès à la terre à Bruxelles?
- Quels objectifs pour une stratégie foncière bruxelloise (stratégiques & opérationnels) ?
- Quels actions/outils mettre en place ? Quels actions/outils sont prioritaires ? Qui met en place ces actions/outils ?
- Quels objectifs et quelle organisation d'un GT avec davantage de participants ?

La réunion du 22 avril a porté sur les questions « pourquoi une stratégie foncière ? » et « où produire ? » et a permis de noter l'importance d'attribuer des moyens humain et financier à cette stratégie.

La réunion du 06 mai a permis de finaliser la question « où produire ? », lister les freins à l'accès à la terre à Bruxelles, aborder les discussions sur les objectifs stratégiques à définir ; noter l'importance de

créer une stratégie foncière pour une agriculture professionnelle, citoyenne et tous les acteurs entre ces deux situations.

La réunion du 03 juin aura pour objectif de traiter de : Quels actions/outils mettre en place ? Quels actions/outils prioritaires ? Qui met en place ces actions ?

La réunion du 23 juin aura pour objectif de traiter de : Quels objectifs (stratégiques/opérationnels) d'une politique foncière agricole bruxelloise ? Quels objectifs et quelle organisation d'un GT avec davantage de participants ?

Le contenu évoluant, se complétant au fur et à mesure des réunions, il a été jugé plus intéressant de faire un seul PV reprenant le contenu des discussions jusqu'à maintenant à savoir en date du 31 mai 2021. Un nouveau PV sera rédigé à la fin du processus fin juin.

Chaque prochain chapitre de ce PV est une question/un sujet qui a été posée/discuté dans le cadre des réunions du FG. Chaque contenu du chapitre est la réponse qui a été apportée par les participants du FG.

## 2. Pourquoi une stratégie foncière agricole bruxelloise ?

- L'accès à des lieux de production adaptés et sécurisés et la stabilisation de ces lieux constituent les **premiers obstacles au développement d'activités d'agriculture urbaine** ;
- Il y a une **urgence**. Des personnes sur l'**Espace Test Agricole** de BBP sont prêtes à partir mais ne trouvent pas de terres ;
- La vision foncière doit être un levier proactif, **un outil de dialogue**.

## 3. Où produire à Bruxelles ?

- **Idéal: toute terre en sol vivant** ;
  - Nécessité d'adapter les prescriptions du Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) pour autoriser les activités agricoles dans la plupart des zones ;
  - Il faut préserver ces terres vivantes. Quel statut de protection de ce sol ?
- Priorité car plus grand potentiel: **en zone agricole** (zones agricoles au PRAS + terres cultivées) et sur des **terres vivantes cultivables** dont la valeur nourricière est encore intacte (pas sur terrains pollués à réhabiliter etc...) ;
  - Réforme du PRAS : ambition de négocier l'ajout de zones supplémentaires aux zones agricoles sur base de différents critères: terres actuellement exploitées par de l'agriculture, qualité de la terre,... + protéger de la précarité les zones non agricoles au PRAS mais cultivées (par des professionnels ou des citoyens). Penser aux terres cultivables en tenant compte de la situation existante de fait, en prenant du recul par rapport à l'affectation qui a été attribuée il y a 20 ans (PRAS 2001). Insister sur la nécessité de continuer les réflexions à travers les GT organisés en 2019-20.
- Priorité car plus grand potentiel : **les pôles, les lieux en réseaux**, dont Neerpede est le meilleur exemple mais il y a aussi l'ETA, Zavelenberg, Ganshoren, Jette, Haren, Neder-Over-Hembeek, Uccle, la ferme du chant des caillies...  
Besoin de s'intéresser, de créer du lien avec la dynamique existante dans ces zones et avec les acteurs qui y sont actifs actuellement. Deux dynamiques doivent fonctionner en parallèle: **préserver/renforcer ce qui existe et encourager les nouvelles dynamiques**. Ces lieux sont des pôles de développement. Il faut utiliser les dynamiques existantes et les utiliser comme levier pour développer des nouveaux projets autour.

Penser à ces lieux en termes des caractéristiques qu'ils portent pour que chaque lieu similaire puisse être intégré.

L'apprentissage mutuel des pôles est aussi une dynamique à favoriser pour que des bonnes pratiques puissent être répliquées. Exemples de la diversité des nouvelles dynamiques/tendances : formation sur l'ETA; intégration de logements sociaux au chant des cailles; ferme pédagogique à Jette; le chant des cailles qui a un terrain en périphérie,...

- Difficulté à Neerpede car terres occupées > stratégie différente que pour les terres 'libres' ;
- Avoir une stratégie spécifique pour les agriculteurs conventionnels en place (tout comme pour les nimaculteurs) ;
  - avec opportunités de filières pour les nouvelles productions, sinon la transition sera trop difficile financièrement ;
  - aller vers eux avec des experts en transition ;
  - derrière cette stratégie vers les conventionnels, il faut une vision ambitieuse sur le modèle alimentaire contemporain et du futur (moins de viande, pas de pesticides..), à traduire dans le cadre légal et de soutien ;
  - Dans la transition des agriculteurs conventionnels, l'acquisition ou la mise à disposition de terres peut aussi être une question très importante. Pour un agriculteur qui a XX hectares, un extra X hectares peut lui permettre d'entrer dans ses coûts et réussir la transition. Il ne faut pas y aller avec l'idée de libérer les terres des conventionnels pour y mettre des nimaculteurs à tout prix ;
  - Définir où se trouve le curseur pousser/tirer - obliger/soutenir les agriculteurs ;
  - Anticiper la transmission des terres pour les agriculteurs conventionnels qui n'ont pas de repreneurs ;
- Attention à anticiper les changements de paysage, d'usage etc avec la transition de l'agriculture vers de plus petites productions, maraîchage (serres, trafic...) ;
- Attention à ne pas mobiliser des terrains nécessaires à d'autres fonctions (loisirs, biodiversité,...).
- Cas particuliers: prévoir dans les **nouveaux quartiers** que la Région développe (Josaphat, ...) une dimension de production de nourriture professionnelle en pleine terre ambitieuse (surface critique à atteindre). Penser à des modèles pertinents à l'échelle de quartier (activité avec fonctions sociales,...) ;
  - Possibilité d'un **appui des acteurs** d'encouragement **de la nature sur le bâti**; enjeux communs au niveau de l'innovation pour construire en limitant l'emprise sur la pleine terre et en augmentant le réseau écologique et l'accueil de la faune/flore.
- Produire en zones vertes (ZV) et en zones vertes à haute valeur biologique (ZVHB) au PRAS?
  - Dans certains cas, **l'agriculture en ZV peut faire des dégâts. Dans certains cas, ça peut être une plus-value.** Cela dépend des projets, des lieux, de l'ancrage environnemental du projet,...
  - Il faut faire un **diagnostic des sites avant exploitation**: zone mixte, production, biodiversité,...Appliquer une grille d'analyse avec une série de critères ;
  - Inscrire **l'agriculture urbaine** dans les **zones vertes du PRAS** est actuellement en débat et demande des recherches complémentaires avant d'inscrire cette opportunité dans une vision foncière. Il y a une prudence due à la volonté de préservation du milieu naturel concerné. Une réflexion impliquant l'analyse au cas par cas est nécessaire. La logique est d'investiguer les terrains qu'on veut préserver de l'urbanisation et voir comment l'agriculture peut être envisagé comme atout pour conserver des espaces ouverts non bâtis et végétalisés ;
  - Dans l'agroécologie, la nature et l'agriculture vont ensemble mais **la place pour la nature doit aussi exister.** Il y a un besoin de zones refuges et d'un maintien de la

- biodiversité sauvage, qui est une richesse en plus par rapport à la biodiversité cultivée; fonctionnelle de l'agroécologie ;
  - Pour l'instant, BE y va au **cas par cas** en discussion avec les acteurs de l'urbanisme ;
  - Toute **activité agricole** en ZV doit rentrer dans une **logique de protection de l'environnement** et idéalement développer des partenariats par exemple avec des associations de protection de l'environnement ;
    - Attention cependant à **ne pas créer un modèle nature qui serait intenable** pour les agriculteurs. Ça reste un modèle économique qui doit modifier son milieu s'il en a besoin ;
  - **Accompagner les producteurs pour s'occuper de la nature** (comment couper une haie,...) ;
  - On sait déjà que ce qui est **possible** dans les ZV et ZVHB est l'**éco-pâturage**.
- "Où produire" c'est aussi "**où aller chercher son alimentation**" car Bruxelles ne peut pas tout produire ;
  - Il faut une stratégie de ceinture verte et alimentaire écrite en commun entre les trois régions ;
  - Considérer le circuit court à l'échelle de la Belgique ;
  - Penser en termes de filières.
- Prendre en compte les **besoins/envies des producteurs** en recherche de terre (endroit spécifique dans Bruxelles, installation collective ou non,...) ;
- Sécurité pour le producteur: faciliter l'**hébergement** du producteur à proximité de son lieu de production (facilité logistique, ancrage de l'activité...). Pour cela, il peut être intéressant que la patrimoine agricole construit existant serve de logement (restaurer la dynamique historique). Attention par contre à ne pas sacrifier de terres agricoles pour le logement des agriculteurs ;
- Penser aux **lieux de vente directe** que ce soit des lieux bâtis ou non. La vente directe est possible sur le champ sous condition d'accord de la commune. Créer des pôles de vente et de transformation partagés pour les producteurs qui sont localisés dans les mêmes zones ;
- Penser aux **lieux de transformation**. Il y a une nécessité de diversification dans la réalité agricole actuelle. Comment permettre à ces acteurs de se diversifier? Il faut adapter certaines règles qui sont des obstacles pour eux (ex transformation,...) ;
- Penser aux **lieux de stockage** et à la mise en commun de ce genre de ressources ;
- Quel prix des terres ? Est-ce que l'agriculteur doit payer un **loyer pour la terre** (fermage) alors qu'il soutient les services écosystémiques offerts par la nature et répond à notre besoin fondamental de se nourrir (cf. paysans avec un salaire universel) ?;
  - L'absence de loyer sur les terres publiques régionales pourrait être perçue comme une valorisation des services écosystémiques et/ou de la multifonctionnalité ?

#### 4. Quels moyens pour cette stratégie ?

- **Il faut des moyens humain et financier** pour mettre en place cette stratégie ;
- Lien avec les questions d'**éthique financière**. Eg : La Région ne doit pas participer à l'augmentation des prix des terres. Doit se régler via des outils de régulation.

#### 5. Une stratégie foncière agricole professionnelle et citoyenne

- Il faut avoir une **stratégie foncière qui inclut les potagers familiaux/collectifs**. Alliance dans une perspective de culture nourricière ;
- Aborder des questions ensemble **peut aider à résoudre des freins**. Ex : les potagers sont situés depuis des années en ZV sans qu'il y ait de problème ;
- Les citoyens peuvent être un soutien pour les activités pro d'AU car ils cultivent également ;
- Il peut y avoir des **échanges de connaissances** entre potagers et activité professionnelle ;

- Il y a tout de même cette idée de **compétition d'une même terre**. C'est pour ça que c'est important de réfléchir à une stratégie commune. L'enjeu est de **trouver un équilibre** ;
- **Ne pas trop diviser potagers et activités professionnelles**. Il y a des acteurs entre ces deux situations. Maraîcher ouvrier par exemple. Objectif de dialogue entre les différents acteurs.

## 6. Quels freins à l'accès à la terre à Bruxelles ?

- **Rareté des terres** disponibles. Le foncier non construit est rare ;
  - La rareté des terres peut être vue comme une opportunité / un incitant à améliorer des sites par l'agroécologie : rendre vivant des sites, créer des éco-quartiers sobres en emprise sur le sol
- **Prix trop élevés** des terres. Elles sont inaccessibles ;
- **Spéculation** sur les terres agricoles ;
- Un accès à la terre sécurisé dans le temps : **précarité des baux** liée, entre autres, à l'expectative d'une utilisation plus rentable du foncier par les propriétaires ;
- **Manque de transparence** sur les terres agricoles actuelles sur qui cultive quelles terres jusque quand, sous quel contrat + sur les ventes ;
- **Pollution des sols** ;
- **La qualité des terres** ;
- **Délais**. Ça prend des années pour avoir accès à une terre ;
- **Lourdeur administrative pour trouver des terrains**. Difficile quand tu es tout seul. Requiert une structure derrière ;
- **Pression immobilière** due à la volonté par la Région de construire ;
- **Mise en concurrence de différents intérêts de différents acteurs publics** ;
- **Cadre juridique et réglementaire inadapté** ;
- Les terres en **zone agricole** ne sont **pas toujours utilisées pour de l'agriculture** ;
- **Occupation de terres** pour recevoir des **financements de la PAC** ;
- Occupation de terres agricoles par des **chevaux** ;
- **Manque de coopération entre Bruxelles et sa périphérie** sur les terres disponibles + difficultés réglementaires en fonction des Régions ;
- Difficulté d'accès à un **logement proche des terres** pour les agriculteurs.

## 7. Quels objectifs stratégiques?

- Objectifs stratégiques chiffrés de foncier à mobiliser ;
  - On peut calculer le besoin/ la **demande** sur base d'une extrapolation: le foncier qu'il faudrait libérer tous les ans, sur base des modèles économiques, pour que les **personnes** sortant de l'Espace Test Agricole (ETA) **puissent s'installer à Bruxelles**. Prendre aussi en compte les personnes en dehors de l'ETA comme les stagiaires sur les exploitations comme le Chant des Cailles,... ;
  - **Offre : identifier un potentiel de terres** (sur base du travail de TEV ces 5 dernières années) tout en apportant de la nuance en expliquant quelles phases suit la libération d'une terre; quels sont les éléments qui font qu'une terre va se libérer ou pas; quel est le niveau de contrôle sur ces éléments;... ;
  - **Offre : potentiel dans les nouveaux quartiers** : "si on gère la construction de nouveaux quartiers en limitant l'emprise sur la pleine terre, alors il y aurait un potentiel de X ha pour tels nouveaux quartiers" ;
  - **Croiser avec les besoins de la population en alimentation locale et bio ?**
- Objectifs en lien avec les autres enjeux ?

→ Discussion à continuer